

Corruption, Grabbing and Development. Real World Challenges, Tina SØREIDE et Aled WILLIAMS, 2014, Northampton, Edward Elgar, 216 p.

Jano Bourgeois

Volume 46, Number 4, December 2015

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1037286ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1037286ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Bourgeois, J. (2015). Review of [*Corruption, Grabbing and Development. Real World Challenges*, Tina SØREIDE et Aled WILLIAMS, 2014, Northampton, Edward Elgar, 216 p.] *Études internationales*, 46(4), 547–549.
<https://doi.org/10.7202/1037286ar>

en sujets de recherche pour les économistes et les sociologues. C'est là une de ses qualités, qui se manifeste à travers la complexité des thèmes abordés, et c'est en même temps son défaut, car il est trop souvent descriptif. L'essai reste quand même une contribution magistrale et éclairée pour mieux faire connaître les problèmes ainsi que les opportunités liés à l'immigration.

Emmanuel NYAHOHO
Professeur titulaire
École nationale d'administration publique
Montréal, Canada

DÉVELOPPEMENT ET COOPÉRATION INTERNATIONALE

Corruption, Grabbing and Development. Real World Challenges

Tina SØREIDE et Aled WILLIAMS,
2014, Northampton, Edward Elgar,
216 p.

Intuitivement, plusieurs chercheurs dans le domaine des études du développement international postulent que la corruption nuit au développement et que le phénomène est répandu. Depuis 1993, l'organisation Transparency International tente de documenter quantitativement la gravité de la corruption dans le monde. Cependant, pour aller au-delà de l'intuition, des données empiriques plus qualitatives sont aussi nécessaires. L'ouvrage *Corruption, Grabbing and Development*, sous la direction de Tina Søreide et Aled Williams en collaboration avec le U4 Anti-Corruption Resource Centre du Chr. Michelsen Institute (Norvège), est un intéressant

et inspirant recueil de courtes études de cas sur l'accaparement des ressources, ses effets en matière de développement, les diverses manières de le pratiquer et des pistes de solutions adaptées aux cas documentés. Søreide et Williams réunissent une diversité d'auteurs – praticiens et chercheurs – qui contribuent à présenter les divers aspects de l'accaparement à l'aide de données empiriques et de recherches appuyées sur un travail de terrain significatif.

L'objectif central du livre est de démontrer que les stratégies standardisées de lutte contre la corruption et l'accaparement ne peuvent s'appliquer efficacement partout et en tout temps. Les études de cas proposées mettent l'accent sur la complexité et la spécificité de chaque cas d'accaparement dans un contexte bien particulier. Tous les auteurs s'entendent sur les causes. L'accaparement résulte, selon eux, des asymétries d'information, d'une allocation floue des responsabilités, de systèmes déficients de reddition de comptes, d'un marché dysfonctionnel ou d'échecs de coordination. Leurs recommandations sur la façon de réduire l'accaparement varient toutefois de manière importante.

La définition du concept clé de l'ouvrage peut paraître exagérément large. Pour les auteurs, l'accaparement a lieu si quelqu'un s'empare de quelque chose sans y avoir droit ou bien s'il s'approprie plus que sa juste part, telle qu'elle est déterminée formellement, informellement ou tacitement par la société (p. 1). Dans ce cadre, la corruption est une forme spécifique d'accaparement où des décideurs reçoivent des pots-de-vin pour influencer la législation ou l'allocation de ressources publiques. Outre la corruption, d'autres

pratiques sont des formes d'accaparement : le vol, le détournement de fonds, la fraude, l'escroquerie, etc. Søreide et Williams rappellent aussi que si l'accaparement peut, bien évidemment, être illégal, il peut aussi désigner un comportement immoral ou non respectueux des normes d'équité en vigueur dans une société.

Les seize études de cas sont regroupées par catégories conceptuelles. La première catégorie réunit les cas qui expliquent l'accaparement par les caractéristiques spécifiques d'un secteur économique ou d'une fonction étatique. Jill Wells décrit, par exemple, certaines caractéristiques de l'industrie de la construction, considérée dans son ensemble, qui en font un secteur vulnérable à l'accaparement. Muriel Poisson analyse pour sa part le cas de l'éducation aux Philippines, en Sierra Leone et en Indonésie afin de montrer comment on peut capturer et détourner des ressources d'une fonction étatique.

La deuxième catégorie s'attarde aux cas d'accaparement sur le plan sectoriel dans un contexte national spécifique. On délaisse l'aspect comparatif pour se concentrer sur des cas nationaux spécifiques : services policiers au Kenya (Andvig et Barasa), dynamique d'accaparement de terres au Malawi (Chinsinga et Wren-Lewis) ou perception frauduleuse de rentes du système d'assurance santé en Colombie (Husmann et Rivillas).

Les cas de la troisième catégorie portent non pas sur l'aspect technique ou individuel de l'accaparement, mais bien sur son aspect politique. Que se passe-t-il lorsque les acteurs politiques sont ceux qui accaparent les ressources ? Les auteurs s'intéressent à

quatre cas : les élites politiques espagnoles (Bel, Estache et Foucart), bangladeshies (Inge Amundsen), angolaises (Lucy Corkin) et ougandaises (Helle et Rakner) qui ont en commun des pratiques d'accaparement qui s'érigent comme des composantes essentielles du système politique.

Les acteurs internationaux sont aussi mis en cause, puisque les cas de la quatrième et dernière catégorie concernent l'accaparement qui tient spécifiquement à l'interaction avec des acteurs internationaux. On y apprend ainsi, entre autres, que les agences de développement peuvent parfois, que ce soit par l'octroi abusif d'allocations quotidiennes (« *per diem payments* ») en Afrique subsaharienne (Skage, Søreide et Tostensen) ou dans un projet de gestion des ressources naturelles en Tanzanie (Eirik Jansen), créer des opportunités pour l'accaparement, malgré leur volonté d'aider la population et de respecter les hauts standards de gestion de leur pays d'origine. La division en catégories permet de considérer efficacement l'accaparement sous plusieurs angles pour en présenter la réalité complexe.

L'une des forces de cette série d'études de cas, bien documentées et comportant des pistes de solutions, est aussi une faiblesse. En effet, peu d'efforts sont faits pour tisser des liens entre les cas et esquisser une compréhension générale du phénomène, au-delà des spécificités. S'il s'agit de textes utiles pour servir de point de départ à des discussions à partir de cas réels, cet ouvrage n'est pas autonome : il doit être lu en conjonction avec des recherches théoriques qui cherchent à synthétiser, à théoriser et à proposer

des explications générales du phénomène. On pourrait ainsi y joindre, notamment, des études de cas qui expliquent pourquoi, parfois, l'accaparement ne se produit pas. Comme Søreide et Williams l'écrivent en introduction, les comportements altruistes sont ceux qui demandent une explication, contrairement aux comportements égoïstes (p. 2).

En conclusion, *Corruption, Grabbing and Development* est un bon ouvrage introductif qui illustre de manière vivante et claire comment surviennent la corruption et l'accaparement. Cependant, pour le lecteur qui n'a pas une connaissance pratique du sujet, on souhaiterait des études de cas approfondies, s'inscrivant dans un cadre global. Le livre reste donc pertinent en particulier pour des réformateurs aux prises avec des problèmes d'accaparement, à qui il fournira des pistes pour éclairer leur réflexion sur la façon de réduire ce fléau dans leur situation propre.

Jano BOURGEOIS
Doctorant

*Département de science politique
 Université du Québec à Montréal, Canada*

ÉTUDES STRATÉGIQUES ET SÉCURITÉ

The EU and Military Operations. A Comparative Analysis

*Katarina ENGBERG, New York, 2014
 Routledge, 207 p.*

Publié dans la collection «Routledge Studies in European Security and Strategy», l'ouvrage *The EU and Military Operations* rejoint

l'abondante production scientifique consacrée au volet militaire de la politique extérieure de l'Union européenne (UE). L'attention du lecteur sera attirée par le parcours de l'auteure, Katarina Engberg, qui a alterné les séjours dans l'univers universitaire et les engagements dans divers services gouvernementaux et diplomatiques suédois. Nul doute que l'ouvrage bénéficie grandement de ce profil hybride en proposant un contenu équilibré, la théorie et la conceptualisation se voyant richement illustrées par des éléments empiriques de première main.

Le livre se présente comme une étude comparative qui vise à comprendre dans quelles circonstances l'UE entreprend des opérations militaires. À cette fin, l'auteure examine les dynamiques sous-jacentes à l'usage de la force par l'UE et situe l'Union dans le contexte d'une division globale des tâches en matière de gestion militaire des crises internationales. Engberg centre son étude sur deux cas principaux, à savoir la non-participation de l'UE au renforcement de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) au Liban en 2006 et la décision inverse de lancer l'opération de l'UE en République démocratique du Congo (EUFOR RDC) la même année. En s'appuyant sur les résultats de ces deux études de cas, l'auteure élabore un cadre analytique novateur basé sur les techniques de planification de défense («*defence planning*»).

Engberg prend le parti de ne se lier à aucun paradigme, aucune théorie, aucun cadre conceptuel particuliers et elle n'hésite pas à mettre en question des grilles analytiques bien établies. Elle montre ainsi les limites de